

La Guerre sans limite à l'ère de la mondialisation du capital

Par Claude Serfati

Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, le système militaro-industriel américain a connu de profondes transformations. Encouragée au départ par le Pentagone, la concentration des groupes industriels a atteint un degré élevé puisque les cinq grands groupes à production militaire reçoivent désormais plus de 40% des commandes du Pentagone. Les restructurations industrielles dans l'industrie d'armement ont été menées avec la participation active du capital financier. On citera en particulier le rôle actif des cabinets de consultants qui ont dessiné les frontières des activités à fusionner, avec pour résultat la constitution d'entités bureaucratiques et à faible productivité ...et l'octroi de confortables commissions . Les actionnaires institutionnels (fonds de pension, fonds mutuels) ont également renforcé leur contrôle sur les grands groupes de l'armement.

Il est nécessaire de faire une remarque préalable. Une grande campagne est menée depuis un an pour affirmer que les attentats terroristes du 11 septembre 2001 représentent un mal absolu. La condamnation sans équivoque de ces actes ne doit pas faire oublier que les victimes du « nouvel ordre mondial » se comptent par dizaines de millions chaque année, selon les chiffres fournis par le PNUD. On peut également rappeler que, dans la très orthodoxe revue américaine Foreign Affairs, deux auteurs[1], ont parlé de « sanctions de destruction massive » à propos des centaines de milliers d'Irakiens qui depuis la fin de la guerre du Golfe (1991) sont victimes des bombardements de l'aviation américaine et britannique et de l'embargo.

Un changement d'échelle dans des processus déjà engagés avant le 11 septembre

Il est indiscutable que les attentats du 11 septembre 2001 marquent un moment important dans la situation internationale. Il ont été suivis, en particulier aux Etats-Unis, d'un approfondissement parfois remarquable de tendances qui se sont manifestées au cours de la décennie quatre-vingt-dix. L'augmentation des dépenses militaires décidées après le 11 septembre 2001 par le Congrès est importante. Le budget de la défense nationale (qui inclut le budget du Département de la Défense, le budget consacré à l'espionnage, le budget consacré aux programmes militaires consacrés à l'énergie et quelques autres programmes militaires) évolue ainsi. Il s'élevait à 304 milliards de dollars en 2001, 351 en 2002, son montant sera de 396 milliards de dollars 2003. En 2007, l'objectif est d'atteindre 470 milliards.

Cette progression est spectaculaire. Elle amplifie les hausses substantielles du budget militaire (112 milliards de dollars sur la période 1999-2003) qui avait été décidées par l'Administration Clinton. En fait, le nouveau cycle de hausse des dépenses militaires est apparu dès la fin des années quatre-vingt-dix. Ce cycle a mis un terme à la baisse des dépenses militaires du début de la décennie quatre-vingt-dix, baisse qui avait elle-même suivi les années de bombance Reaganienne au cours desquelles l'explosion des dépenses militaires avait considérablement creusé la dette publique.

En dépit de ces fluctuations du budget de la défense depuis deux décennies, un poste de ce budget a été assez bien préservé même dans le creux du début des années quatre-vingt-dix. Ce sont les dépenses consacrées à l'innovation technologique militaire. Les dépenses de Recherche-développement (R&D) militaire s'élevaient (en dollars constants 1981) à 27,3 milliards de dollars en 1980, 52,4 milliards de dollars en 1987 : 39 milliards de dollars en 1996 et 47,5 milliards de dollars en 2002 (donc avant les augmentations décidées par l'Administration Bush) .

Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, le système militaro-industriel américain a connu de profondes transformations. Encouragée au départ par le Pentagone, la concentration des groupes industriels a atteint un degré élevé puisque les cinq grands groupes à production militaire reçoivent désormais plus de 40% des commandes du Pentagone. Les restructurations

industrielles dans l'industrie d'armement ont été menées avec la participation active du capital financier. On citera en particulier le rôle actif des cabinets de consultants qui ont dessiné les frontières des activités à fusionner, avec pour résultat la constitution d'entités bureaucratiques et à faible productivité ...et l'octroi de confortables commissions[2]. Les actionnaires institutionnels (fonds de pension, fonds mutuels) ont également renforcé leur contrôle sur les grands groupes de l'armement.

Au terme provisoire de ces restructurations (1997) [3] , les stratégies des groupes de la défense, sous l'impulsion des actionnaires institutionnels et des dirigeants ont été orientées vers la création de « valeur pour l'actionnaire » . Ceci a eu deux conséquences : d'une part, et comme dans les autres industries, les programmes de suppressions massives d'emplois ont accéléré, et d'autre part les exigences se sont faites toujours plus insistantes pour que le Département de la défense, qui est le principal client (même les exportations sont soumises à son accord) , augmente ses commandes. Les décisions prises par Clinton donnèrent satisfaction aux actionnaires institutionnels. Celles prises par Bush les ravissent. Entre le 11 septembre 2001 et la fin août 2002, l'indice S&P de Wall Street (qui mesure les performances des 500 grandes valeurs américaines) a perdu 20% (et le NASDAQ plus de 60%) . Dans le même temps, les titres des groupes de la défense ont en moyenne gagné près de 10%[4].

L'émergence d'un complexe militaro-sécuritaire...

Les analyses considèrent qu'une nouvelle étape dans l'intégration des systèmes d'armes est en train d'être franchie, avec la préparation à la guerre "centrée sur les réseaux" (network-centric warfare) selon l'expression introduite dans les cercles militaires américains. La supériorité militaire reposerait désormais sur l'efficacité des communications, la puissance des outils informatiques, la précision du guidage des armes, etc. Ce type de guerre fait appel à des avions sans pilote (drones) dont les missions seront à l'avenir plus nombreuses et plus diversifiées que celles qui eurent au cours de la guerre en Afghanistan. La notion de suprématie informationnelle (Information Dominance[5]) mise en avant par les experts américains en stratégie est intimement liée à ces transformations technologiques. Du point de vue technologique, l'efficacité de ces "réseaux" et la suprématie informationnelle reposent bien entendu sur une utilisation encore plus intensive des technologies de l'information et de la communication (TIC) . Ceci donne donc aux groupes de l'armement un réel "avantage compétitif" dans les développements technologiques destinés à améliorer la sécurité des infrastructures informatiques, de transport et de télécommunications dont les composantes, militaires et civiles sont de plus en plus intégrées. La "sécurité" est un domaine d'activité prometteur pour les groupes de l'armement, il déborde les frontières des productions de systèmes d'armes.

Or, ce sont ces marchés de la sécurité dont la croissance devrait accélérer après le 11 septembre 2001. La mise en place d'un « Bureau de la sécurité nationale » dont la création était d'ailleurs proposée depuis quelques années met à contribution l'ensemble des départements fédéraux (dont le Département de la défense, mais également les budgets des Etats et des villes, ainsi que ceux des entreprises) . Après le 11 septembre 2001, à côté du Pentagone qui financera massivement ces marchés, les dépenses du secteur privé vont considérablement augmenter. Selon une étude américaine, les dépenses privées consacrées à la sécurité (vigiles, matériel de protection) s'élevaient déjà en 1999 à 40 milliards de dollars, un montant égal aux dépenses fédérales, des Etats et des villes consacrées à la police.

Les grands groupes de l'armement trouvent encore un autre facteur de consolidation dans la situation créée depuis le 11 septembre 2001. Le Congrès et les Etats ont commencé à considérablement renforcer la réglementation en matière de sécurité, ce qui ne peut que bénéficier à ces groupes en raison de leurs liens étroits et de leur complicité avec le pouvoir politique. Les groupes civils de technologies de l'information vont certes se positionner sur ces marchés[6], mais les grands groupes de la défense forment l'ossature du "complexe militaro-sécuritaire" qui émerge au début de ce siècle aux Etats-Unis. Le rôle joué par les TIC dans la suprématie militaire et sécuritaire, l'influence majeure au sein des institutions fédérales et

étatiques que les groupes de la défense ont acquise depuis la seconde guerre mondiale, l'extension de l'"agenda de sécurité nationale" qui va bien au delà des menaces militaires (voir plus bas) vont faciliter l'enracinement du "complexe militaro-sécuritaire" dans l'économie et la société américaine, et pourraient lui donner une importance encore plus grande que celle que le "complexe militaro-industriel" eut pendant les décennies de "guerre froide".

...Dans un contexte de crise économique endémique

La forte croissance que les Etats-Unis ont enregistrée au cours de la décennie quatre-vingt-dix a contrasté avec ce qui s'est passé dans de très nombreuses régions de la planète, surtout depuis 1997 et la mal nommée « crise asiatique ». L'Afrique, la Russie et une partie des pays d'Europe centrale et orientale, l'Amérique latine ont été successivement ou tour à tour frappées par la crise. Les Etats-Unis - et dans une moindre mesure, les pays de l'Union Européenne - sont les seuls à avoir connu une croissance continue. Ce qu'on appelle la « mondialisation » économique et financière apparaît toujours plus nettement comme un processus profondément hiérarchisé, au sein duquel les Etats-Unis et l'Union européenne sont les régions dominantes. Pour en avoir une idée, on peut rappeler que deux indicateurs considérés comme mesurant la mondialisation de l'économie, les fusions-acquisitions transfrontalières entre groupes multinationaux et les Investissements directs à l'étranger, ont été réalisés à près de 70% entre les Etats-Unis et l'Union européenne. La « mondialisation » est par beaucoup d'aspects (économiques et géopolitiques) une affaire transatlantique.

De fait, la mondialisation du capital est un processus profondément inégalitaire qui n'a rien à voir avec une quelconque progression généralisée des pays de l'ensemble des pays de la planète et une amélioration des conditions de vie de la population mondiale. Depuis les années quatre-vingt-dix, l'espace de domination du capitalisme s'est considérablement élargi, mais la domination du capitalisme financier, appuyée par les politiques néolibérales, a entraîné des destructions considérables de richesses dans de nombreux pays et même régions. L'exemple tragique le plus récent, mais aussi un des plus significatifs compte tenu du niveau de développement que ce pays avait atteint, concerne l'Argentine. La dévastation que ce pays subit est le fruit d'une politique délibérée menée par les Institutions financières internationales et au profit du capital rentier (grâce à la saignée de la dette) et des grands groupes multinationaux (grâce à la privatisation/liquidation des entreprises publiques) . Les groupes français, privés et publics (France Télécom) ont participé avec entrain à l'acquisition et au dépeçage d'entreprises publiques, notoirement sous-évaluées par les cabinets de consultants dont tout le monde sait depuis les affaires Enron et autres, comment ils fonctionnent.

A partir de 1997, dans un contexte de chaos et d'incertitude croissants et de crise économique endémique à l'échelle planétaire, les places financières américaines sont devenues des « refuges » et exercé un puissant effet d'attraction sur les classes rentières en quête de sécurité pour leurs actifs financiers. Les Etats-Unis ont pu également conduire une politique monétaire entièrement acquise au détenteurs d'actifs financiers. La politique monétaire a été généreuse en matière de création de crédits, qui ont été utilisés pour financer l'achat d'actions et d'obligations et provoquer ainsi la forte augmentation des cours sur les marchés boursiers. A. Greenspan, responsable de la Banque centrale américaine, a ainsi contribué à aggraver l' « exubérance irrationnelle » qu'il avait pourtant dénoncée en 1996.

Le 11 septembre 2001, l'économie américaine était déjà entrée en récession. L'illusion que les Etats-Unis pourraient durablement se trouver "hors-la-crise" a disparu. Les contradictions économiques qui traversent la mondialisation du capital ne se sont pas arrêtées aux frontières des Etats-Unis. Les places financières ont connu une forte chute (effondrement des valeurs de haute technologie, NASDAQ[7] et forte chute de Wall Street) , les fleurons du capitalisme financier, qui est fondé sur la "valeur pour l'actionnaire" et la rente issue de la dette perpétuelle des pays du sud, sont atteints (Enron, World Com, les cabinets conseils, etc.) . Les analyses convergent désormais pour dire qu'en fait, dès 1997, le taux de rentabilité du capital investi dans la production avait baissé aux Etats-Unis. L'euphorie boursière et le crédit à flots continus qui ont soutenu la consommation des ménages, l'absence de conséquences de la crise «

asiatique » de 1997, le sentiment d'invulnérabilité consécutive à la guerre menée en Serbie, ont pu masquer pendant quelques années l'état de suraccumulation de capacités industrielles et les contradictions de l'économie américaine, dont la croissance a reposé sur un volume gigantesque de crédits et d'endettement interne et externe.

On découvre (ou feint de découvrir) que la forte croissance économique observée depuis 1993 aux Etats-Unis doit beaucoup aux immenses avantages que ce pays tire de la position hégémonique et son affermissement après la disparition de l'URSS. Les Etats-Unis sont les seuls à pouvoir maintenir depuis dix-huit ans une balance des biens et services déficitaire[8], auquel s'ajoute un endettement public colossal et dont le financement a été réalisé grâce aux flux de capitaux de quelques pays développés et de certaines monarchies pétrolières du Moyen-orient[9].

Avec la crise qui touche aujourd'hui les Etats-Unis, la période qui s'est ouverte en 1991 est close. Les politiques néolibérales et l'incapacité du capitalisme des années quatre-vingt-dix à se "réguler" sont payées d'un prix exorbitant par les populations. Ces dimensions sont présentes dans les approches à la sécurité nationale des Etats-Unis et de leurs alliés de l'OTAN

La doctrine de sécurité nationale des Etats-Unis

Les cercles dirigeants des Etats-Unis ont pris acte de la disparition de l'URSS, mais aussi des menaces que font peser sur leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie financière tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre néolibéral. Leurs experts ont défini les "intérêts vitaux" des Etats-Unis, c'est-à-dire ceux qui nécessiteraient une intervention militaire si ils étaient menacés. Les "intérêts vitaux" ainsi définis dans le programme de sécurité nationale des Etats-Unis - incluent non seulement le droit de se défendre contre une menace de type nucléaire, bactériologique et chimique, mais également contre les atteintes "au maintien de la stabilité de leurs systèmes globaux majeurs que sont les réseaux commerciaux, financiers, de transports et d'énergie, d'environnement" selon les termes du rapport de la "Commission nationale sur les intérêts nationaux américains" , au sein de laquelle on trouvait Madame C. Rice, la Conseillère à la sécurité nationale du Président G.W. Bush (C'est le même programme que les dirigeants américains ont fait adopter au Sommet de l'OTAN à Washington en 1999) . C'était un signal clair - et plus clair encore depuis le 11 septembre 2001 et les tentatives de criminaliser la résistance sociale - adressé à tous ceux qui s'en prendraient "au maintien de la stabilité" de la mondialisation néolibérale. Par exemple, le refus d'un pays de continuer à verser des intérêts au titre d'une dette qui constitue une véritable rente perpétuelle à acquitter au capital financier sera-t-il considéré comme une atteinte aux intérêts des fonds de placement américains, et justiciable de mesures de rétorsion militaire [10]?

Cette doctrine, déjà esquissée à la fin des années quatre-vingt-dix a pris forme dans un document intitulé "La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique" qui a été rendu public le 17 septembre 2002 par l'Administration Bush. Sa publication après les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Afghanistan, dans un contexte de récession et d'effondrement incontrôlé des valeurs boursières, en fait un manifeste pour l'action des Etats-Unis dans les années qui viennent. Dès le préambule, le document de septembre 2002 adopte pour étendard "l'internationalisme américain [qui triomphe après que] les visions militantes de classe, de nations, de races qui avaient promis l'utopie (sic) et délivré la misère ont été défaits et discrédités" (page 1) [11],.

Les commentaires formulés sur ce document ont à juste titre insisté sur le droit que se donnent les Etats-Unis de mener des guerres préventives à chaque fois qu'ils estimeront leurs intérêts menacés. "La meilleure défense, c'est l'attaque" (page 6) "Les Etats-Unis ont depuis longtemps maintenu l'option d'actions préventives... Pour contrecarrer ou empêcher des actes hostiles par nos adversaires, les Etats-Unis agiront, si nécessaire, de façon préventive" (page 13) .

Ce qui a été beaucoup moins souligné concerne la définition donnée aux "intérêts" américains et aux actions préventives. Les actions préventives conduites pour faire face aux menaces posées par "le terrorisme et le chaos" (préambule) ont pour objectif la mise en oeuvre des "valeurs non négociables de la dignité humaine" (page 3) . Ces valeurs sont "la paix, la

démocratie, la liberté des marchés, le libre-échange" (préambule) . Le libre-échange représente bien plus qu'un choix de politique économique : "il se développa comme un principe moral avant de devenir un pilier de la science économique" (page 18) . La sécurité nationale des Etats-Unis ne peut être assurée dès lors que ces principes, dont le libre-échange, sont remis en cause, et cela partout dans le monde (page 17) . Un chapitre entier, intitulé "promouvoir une nouvelle ère de croissance économique globale grâce aux marchés et au libre-échange" , indépendamment des nombreuses références faites dans d'autres parties du document, est consacré aux enjeux économiques et financiers. On y retrouve un programme économique qui reprend les expressions littéralement utilisées par les institutions économiques internationales. Pour donner ici quelques exemples, le document traite des politiques réglementaires destinées à encourager les initiatives entrepreneuriales, des politiques fiscales de baisse des taux marginaux, de l'essor de puissants marchés financiers, de la création de la Zone de libre-échange des Amériques, de l'imposition d'accords commerciaux internationaux ou bilatéraux et de lois contre les pratiques commerciales injustes[12] 17-20) . La consolidation de l'OTAN en Europe de l'est en même temps que cette organisation menait la guerre en Serbie, l'installation des Etats-Unis dans le Caucase grâce à la guerre en Afghanistan et la préparation de la guerre en Irak confirment l'importance de plus en plus grande des guerres dans la défense et l'extension des intérêts du capital américain.

Le complexe militaro-sécuritaire américain va développer de nouveaux systèmes d'armes pour les armées. Dans un contexte où la mondialisation du capital accélère ses dévastations sociales, la préparation de "guerres urbaines" (c'est l'expression employée par les experts du Pentagone) conduites par des soldats équipés d'armes hypersophistiquées relayant l'action de l'aviation, occupe une place importante dans les budgets militaires. Puisqu'il s'agit de conduire des guerres contre les populations des immenses agglomérations des pays du sud, et éventuellement contre les "classes dangereuses" des villes du Nord, plus généralement contre les populations dont on criminalisera la résistance sociale, ces programmes annoncent un bel avenir pour le "complexe militaro-sécuritaire". Le néolibéralisme avait besoin d'un bras armé, ses conséquences désastreuses et incontrôlées en renforcent un peu plus la nécessité.

Le complexe militaro-sécuritaire et les "marchés financiers"

Lors de la guerre menée en Serbie (1999) , commentant la flambée des cours des groupes de l'armement à Wall Street, le Financial Times écrivait : "Il pourrait sembler un peu macabre de chercher les bénéficiaires du conflit du Kosovo, mais les bourses ne sont pas sentimentales" [13]. Les "marchés" ne sont pas sentimentaux, on a pu le vérifier au cours des années quatre-vingt-dix lorsqu'on observait le ravissement qui les saisissait lors de l'annonce de programmes de "licenciements boursiers".

Il faut insister sur le fait que le contexte macroéconomique des Etats-Unis a profondément changé depuis 1999, lorsque malgré des indices importants de contradictions, économie américaine était encore en forte croissance. Aujourd'hui, les perspectives économiques, l'ébranlement du capitalisme financier au cœur même du pays le plus puissant, incite encore moins les bourses à faire du "sentiment".

Le plan de dépenses publiques lancé par Bush au lendemain du 11 septembre 2001 a eu des effets de relance limités, il n'a en aucune façon réglé la question des surcapacités industrielles. Il a en revanche provoqué le retour du déficit budgétaire, et poussé un peu plus haut la gigantesque dette publique américaine. Les dépenses militaires créent un engouement pour les groupes de la défense, pendant que les obligations et emprunts d'Etats émis pour financer le programme de l'Administration Bush fournissent aux investisseurs institutionnels des placements lucratifs et qui semblent peu risqués, ce qui est appréciable dans le contexte actuel. On redécouvre que la dette publique, assortie de taux d'intérêts élevés, est indispensable pour permettre aux créanciers de prospérer[14].

En même temps, la « guerre sans limites » et avec elle l'économie de guerre dans laquelle l'Administration Bush installe son pays, aggravent le climat d'incertitude, ce qui rend plus difficile la mise en route par les entreprises de projets d'investissements de moyen terme.

L'horizon temporel des investisseurs rétrécit. Ce contexte incite moins que jamais les marchés financiers à faire du sentiment. La "communauté financière" comprend qu'un cycle de hausse durable des dépenses militaires s'est amorcé à la fin des années quatre-vingts dix. Les perspectives des marchés militaires et de la sécurité sont prometteuses, et pour parler le langage des opérateurs financiers, les « fondamentaux » des groupes de l'armement sont solides. Les crédits militaires sont destinés à des programmes pluriannuels, plus fréquemment pluridécennaux, et rares sont les programmes qui sont interrompus une fois que leur lancement a été décidé par le Congrès.

Les "marchés" intègrent désormais la « guerre sans limites » dans leur perspectives. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls. Le directeur du FMI, M. Kohler a déclaré qu'une guerre courte avec l'Irak «pourrait avoir un effet positif [sur l'économie mondiale] parce qu'il y aurait alors clarification de la situation » [15]. Que le responsable d'une institution en principe dédiée aux problèmes économiques et en réalité à la défense du néolibéralisme et du capital financier se prononce pour une "guerre courte" en dit long sur l'interpénétration actuelle entre l'"économie de marché" et la guerre. La guerre sera sans doute positive pour les pétroliers[16], plus sûrement pour l'industrie d'armement et pour les propriétaires de capital financier auxquels l'Etat s'adressera pour collecter les dizaines de milliards de dollars que la guerre ajoutera au déficit budgétaire[17]. La volonté de "rassurer les marchés" est sans nul doute un des objectifs du programme de l'Administration Bush. Il est d'ailleurs possible que dans le climat d'incertitude totale sur les perspectives de l'économie mondiale et alors qu'une grande partie de la planète est frappée par la crise, les propriétaires de capital financier des pays développés considèrent que les Etats-Unis demeurent plus que jamais le pays qui offre le plus de sécurité pour leurs placements. Les suites d'une guerre rapide contre l'Irak se traduiraient alors par une attractivité accrue des places financières américaines et redonneraient provisoirement le "moral" aux institutions détentrices d'actifs financiers.

L'éventuel rebond de la bourse n'aurait qu'un temps. Les hausses des dépenses militaires n'entraîneront pas d'expansion économique durable à l'échelle de la planète, ni même aux Etats-Unis. La guerre contre l'Irak risque au contraire d'enclencher un engrenage infernal. Cette guerre ajoutera au chaos, et la nouvelle stratégie de « guerres préemptives » adoptée par l'Administration annonce à l'évidence d'autres guerres. Dans le contexte de crise économique endémique, les « marchés » ne feront pas de sentiment. Ils valoriseront les groupes liés au complexe militaro-sécuritaire, dont la « création de valeur pour l'actionnaire » dépend pour une grande partie du niveau du budget de la défense et des dépenses liées à la « sécurité nationale » .

La place des Etats-Unis dans le monde

La « guerre sans limites » annoncée et menée par Bush signale une aggravation du comportement impérialiste des Etats-Unis. Ceux-ci s'arrogent le droit d'intervenir quand et où ils décident qu'il y va de leurs intérêts « vitaux » tels qu'ils ont été rappelés plus haut.

L'intervention militaire pour défendre les "intérêts vitaux" américains ne date pourtant pas de l'élection de G. Bush. La décennie quatre-vingt-dix avait déjà manifesté un comportement situé à l'opposé d'un prétendu « isolationnisme » . Selon une étude publiée par le Congrès américain, les forces armées américaines ont mené plus d'interventions hors de leur frontières au cours de la période 90-99, essentiellement « Clintonienne » , qu'au cours de la période 45-90. Plus de 15% de l'ensemble des soldats américains sont aujourd'hui basés dans 725 bases militaires dans le monde dont 17 sont pleinement opérationnelles de façon autonome. La veille des attentats (le 10 septembre 2001) , "selon le Département de la défense, plus de 60000 militaires américains conduisaient des opérations et des exercices dans environ 100 pays" [18]. On voit donc que le retrait des Etats-Unis de nombreux accords et traités internationaux ne marque pas un retour à l'isolationnisme, il correspond plutôt à une position hégémonique des Etats-Unis et à la volonté de fractions des classes dominantes des Etats-Unis d'en tirer parti jusqu'au bout. Depuis le 11 septembre 2001, l'objectif de l'Administration Bush est de compléter

la posture de « gendarme en dernier ressort » des Etats-Unis par celle d' « agresseur préventif ».

Les effets de la mondialisation ont fait resurgir le terme d' « impérialisme », non pas tant chez les auteurs radicaux, comme on aurait pu le penser, mais dans les cercles "orthodoxes" , en particulier dans la presse financière (Financial Times, Wall Street Journal) . R. Cooper, le conseiller de M. Blair pour les affaires diplomatiques, a également apporté sa contribution. Sa thèse est en substance que le chaos qui se développe dans de nombreuses régions du monde appelle de la part des grands pays développés (et civilisés) le retour à des formes « libérales » d'impérialisme, qui passent par exemple par la création de protectorats. La qualification d'impérialisme renvoie inévitablement aux discussions qui eurent lieu au début du vingtième siècle, période que plusieurs historiens économistes qualifient précisément de « première mondialisation ».

Il ne fait aucun doute qu'il y a des différences importantes entre la situation actuelle et celle qui existaient au début du vingtième siècle. Une différence majeure est précisément constituée par l'écart entre la puissance militaire des Etats-Unis et celle des autres pays développés qui exclut la transformation des conflits économiques et commerciaux entre pays de la zone transatlantique en affrontement militaire. Cependant, oublier la responsabilité des autres grandes puissances dans le sort fait aux peuples par la mondialisation néolibérale serait dommageable. Puisque nous sommes en France, il semble difficile de ne pas rappeler l'importance que l'Afrique a tenue et continue de tenir dans l'économie et la politique de notre pays. J.P. Cot, qui fut brièvement ministre de la coopération dans le gouvernement Mauroy a rappelé la situation effroyable vécue jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix (et pas seulement sous la colonisation) par les peuples de la région des grands lacs. Il en attribue la cause au pillage des ressources minérales et du pétrole et en impute la responsabilité à l'action durable des réseaux politico-financiers français qui s'étaient formés à partir des années cinquante[19].

Les Etats-Unis n'ont ni la possibilité ni la volonté de gérer seuls le "désordre mondial" et l'OTAN demeure nécessaire en tant que "bras armé de la mondialisation" . Certes, en matière de dépenses militaires, les pays de l'Union européenne sont nettement inférieurs à ceux des Etats-Unis, mais ils représentent tout de même près de 30% des dépenses mondiales (les pays de l'OTAN ont réalisé en 2000 plus de 2/3 des dépenses militaires mondiales) . L'augmentation des budgets militaires des pays de l'UE, nécessaire pour renforcer l'OTAN, est demandée avec insistance par l'Administration américaine, mais elle l'est également en Europe au nom de la constitution d'une défense européenne. En sorte que le "choix" qu'on veut imposer aux populations de l'UE est le suivant : il faut augmenter le budget militaire afin que l'Union européenne prenne une part plus active dans les opérations menées par l'OTAN ou bien : il faut augmenter le budget militaire afin que l'Union européenne puisse constituer un pôle indépendant des Etats-Unis.

Depuis la fin 2001, les pays de l'UE ont décidé des augmentations de leurs budgets militaires qui sont parfois importantes (comme dans le cas de la France[20]) et cela à l'heure où les politiques néolibérales et le prétendu "moins d'Etat" se traduisent en France et dans les autres pays Européens par des exonérations d'impôts pour les catégories sociales aisées et la diminution des dépenses publiques sociales ou bénéfiques pour la collectivité. La discussion sur les ressources ainsi gaspillées et leur utilisation pour les besoins sociaux les plus urgents est une affaire qui concerne tous les citoyens. Elle est étroitement liée à la réflexion et à l'action pour un autre monde que celui qu'impose le capitalisme dominé par le néolibéralisme et le militarisme.

Notes

[1] J. Mueller et K. Mueller, "Sanctions of Mass destruction" , Foreign Affairs, vol.78,n° 3, mai/juin 1999.

[2] Voir ma contribution "La régénération du système militaro-industriel américain au tournant du siècle" dans A. Peeters et D.Stokkink (Editeurs) , La mondialisation, comprendre pour agir, Edition GRIP-Complexe, 2002

[3] Le rachat de TRW par Northrop-Grumman pour un montant de 7,8 milliards de dollars qui est en cours mettra le nouveau groupe au troisième rang des fournisseurs du Pentagone.

[4] Certaines valeurs phares se sont même envolées. Entre le 10 septembre 2001 et fin octobre 2001, Lockheed Martin a gagné 69%, Northrop Grumman 50%, Raytheon 46%. Le cours de Boeing a perdu 14%, et ceci reflète plus la détérioration de sa compétitivité sur les marchés civils face à Airbus.

[5] La domination informationnelle est définie dans un document publié par les Etats-majors comme " la capacité de collecter, traiter et de dissimuler un flot ininterrompu d'informations et de les utiliser, tout en déniait à un adversaire la capacité de faire de même" [Joint Vision 2020]

[6] Parmi bien d'autres, c'est le cas de Cisco, un des leaders sur les marchés civils qui crée un département défense, voir F. Tiboni, "Cisco Sees Market on Battlefield" (Le champ de bataille, nouveau marché pour Cisco) , Defense News, 7-13 janvier 2002

[7] L'indice composite du NASDAQ a baissé de 75% entre son « pic » de mars 2000 et août 2002.

[8] La dette extérieure des Etats-Unis était de 200 milliards de dollars en 1980, elle est aujourd'hui de 2700 milliards de dollars.

[9] En 1999, 40% de la dette publique était aux mains de non-résidents. Les principaux non-résidents sont asiatiques (35%) et Européens (20%) .

[10] J'ai consacré des développements à ces "nouvelles dimensions de la sécurité nationale" dans La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur , Textuel, février 2001.

[11] Les références sont faites dans ce document à partir du document publié par la Maison-Blanche.

[12] Par une ironie peut-être volontaire, à un moment où les révélations de fraude par les grands groupes américains se multiplient, ce chapitre affirme que "l'intransigeance contre la corruption" est prioritaire...

[13] Rubrique de Lex, 12 avril 1999

[14] Cette situation est doublement satisfaisante pour les ménages américains les plus riches. Le programme présenté par l'Administration pour relancer l'économie prévoit d'importantes réductions d'impôts pour les hauts revenus qui, conjuguées aux hausses du budget de défense vont creuser le déficit. Les ménages aisés pourront ainsi investir les sommes épargnées grâce aux réductions d'impôts et les prêter à l'Etat en achetant des bons du trésor. Rappel : les 1% de ménages ayant les plus hauts revenus bénéficieront de 31,3% des réductions d'impôts prévus dans le plan Bush, tandis que les 60% de revenus les plus faibles bénéficieront de 16,5% de ces réductions d'impôts.

[15] Cité dans A. Friedman , " IMF Chief sees upside of a short war in Irak" (Le directeur du FMI voit le bon côté d'une guerre courte avec l'Irak) , InternationalHerald Tribune, 20/09/02

[16] Le fait n'est même pas caché par le vice-Président Cheney, lui-même figure dominante des réseaux politico-pétroliers américains. Voir le rapport qu'il avait rédigé pour le National Energy Policy Development Group en mai 2001.

G. Baker, éditorialiste du Financial Times recense les arguments de ceux qui sont opposés à la guerre contre l'Irak et qui affirment «en fait, c'est une guerre pour le pétrole... [Or] personne ne sait réellement quels seraient les effets d'un changement de régime en Irak sur les marchés mondiaux du pétrole...En tout cas, même si tel est l'objectif de l'Administration, est-ce vraiment une mauvaise idée que de vouloir augmenter l'offre de la source d'énergie la plus importante du monde ? » , 24 octobre 2002.

[17] Ainsi que l'écrit le Wall Street Journal, « le meilleur stimulant pour les problèmes économiques d'aujourd'hui, ne se trouve pas dans une nouvelle réduction d'impôts ou un programme budgétaire expansionniste, mais dans une guerre victorieuse » (30 octobre 2002) .

[18] , Los Angeles Times, 6 janvier 2002

[19] "La coopération franco-africaine en échec" , Le Monde diplomatique , janvier 2001

[20] La loi de programmation militaire 2003-2008 prévoit une augmentation des crédits d'équipement (en gros la production d'armes) de 5,5 milliards d'euros.